Ensemble
contre l'exclusion
suisses, immigrés, réfugiés
et la xénophobie
mobilisons-nous!

Coordination contre l'exclusion et la xénophobie

Case postale 182 • 1211 Genève 7 • CCP 17-78082-7 • info@stopexclusion.ch

COMMUNIQUE DE PRESSE

Un jour noir pour la dignité des Suisses et des migrant-e-s

La Coordination contre l'exclusion et la xénophobie – Stopexclusion prend acte avec consternation du résultat national du vote sur l'initiative « contre l'immigration de masse ». Face à une série de problèmes réels (pénurie de logements, pression sur les salaires, etc.) mais sans grand lien avec l'immigration, l'étranger a une fois encore fait office de bouc émissaire et les solutions simplistes l'ont emporté. Le résultat genevois, auquel Stopexclusion a contribué, n'est qu'une maigre consolation.

Stopexclusion exprime aujourd'hui ses craintes pour l'avenir : si les votant-e-s qui ont fait pencher la balance ont voulu exprimer un souhait de mieux maîtriser l'immigration, c'est bien un repli nationaliste qui ressort des urnes au final, et celui-ci n'augure rien de bon ni pour la Suisse, ni pour l'Europe. Mais plus que pour l'économie – qui s'en remettra certainement tôt ou tard – Stopexclusion s'inquiète de la situation des migrant-e-s à la suite de la victoire de l'initiative. Certes, quelques travailleurs hautement qualifiés, échaudés par les tracasseries administratives, choisiront désormais peut-être une autre destination. Mais l'acceptation de l'initiative n'aura pas d'influence sur le nombre de personnes qui quittent leur pays par besoin (économique ou de protection).

« Nos lois n'empêchent pas les migrant-e-s d'arriver ici, n'en déplaise à certains. Par contre, elles déterminent comment ces personnes sont traitées. En raison de ce vote, celles et ceux qui continueront, inévitablement, de tenter leur chance en Suisse le feront dans de plus mauvaises conditions, et avec moins de droits qu'auparavant », déplore Marianne Halle, chargée de communication au Centre de Contact Suisses-Immigrés et membre de Stopexclusion.

L'acceptation de l'initiative entraînera une précarité accrue, repoussera toujours plus de personnes dans la clandestinité, et mettra en péril l'intégration des étrangers-ères. Il s'agit également d'un signal très négatif pour l'avenir : « Les droits remis en question par la réintroduction des contingents, comme celui du regroupement familial, sont inscrits dans la Convention européenne des droits de l'Homme et protègent également les Suisse-sse-s. Les remettre en question engage la Suisse sur une pente extrêmement dangereuse pour toutes celles et tous ceux qui y résident, Suisses-ses ou étranger-e-s.», note encore Aldo Brina, président de la Coordination.

Malgré ce résultat négatif, les composantes de Stopexclusion restent déterminées à lutter contre toutes les velléités d'exclusion et de repli, et à défendre une société ouverte, solidaire et humaine.

Marianne Halle, chargée de communication CCSI et membre de la coordination - 079 272 92 59

Aldo Brina, président de la coordination – 078 734 07 36